Le développement des câbles sous-marins en Océanie pris dans la compétition technologique sino-américaine

Sophie Hamel[1]

En 2025, dans son chapitre dédié aux États insulaires du Pacifique (EIP), le rapport parlementaire étasunien de l'U.S-China Economic and Security Review Commission soutenait que « la riposte concertée des États-Unis et de l'Australie contre les efforts déployés par la Chine pour s'implanter dans le secteur des câbles sous-marins représente un succès dans la réduction des risques liés aux infrastructures critiques »[2]. Depuis le milieu des années 2010, les EIP font en effet l'objet d'une compétition d'influence croissante entre la Chine, devenue un partenaire économique et d'aide au développement régional majeur, et les partenaires dits « traditionnels » des EIP [Smith et Wesley-Smith, 2021]. Ceux-ci recouvrent notamment l'Australie, premier partenaire d'aide au développement, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et le Japon, unis autour d'un alignement stratégique avec les États-Unis en Indo-Pacifique, et d'une même représentation de la Chine comme une menace multidimensionnelle [Wilkins, 2024]. En 2017, un accord signé entre Huawei Marine et le gouvernement des îles Salomon pour construire le premier câble sous-marin international du pays et le relier à Sydney provoque une vive réaction de l'administration australienne, qui reprend en main le projet. Les câbles sous-marins deviennent dès lors objets de la compétition technologique

1. Doctorante, Institut français de géopolitique (université Paris 8), chercheuse associée à GEODE.

2. « 2025 Annual Report to Congress. Chapter 5 : Small islands, big stakes: China's playbook in the Pacific islands », Washington D.C, U.S-China Economic and Security Review Commission, novembre 2025, <www.uscc.gov/sites/default/files/2025-11/Chapter_5--Chinas_Playbook_in_the_Pacific_Islands.pdf>.

Herodote202_CC2021_PC.indd 97 11/09/2026 13:19:57

sino-américaine en Océanie. Bien que les EIP conservent des politiques étrangères non-alignées afin de tirer parti de la rivalité entre bailleurs au profit de leurs intérêts de développement [Hamel, 2024], leurs partenaires traditionnels sont parvenus à financer une dizaine de projets afin de préempter la mise en place de câbles construits et financés par des acteurs chinois.

Après une période de libéralisation du marché des câbles sous-marins entamée au début des années 1990, dès les années 2010, les États cherchent de nouveau à contrôler leur déploiement, pour des raisons économiques et de sécurité [Morel, 2020 ; McGeachy, 2022]. En particulier, l'équipementier chinois Huawei Marine (devenu HMN Tech en 2019) est perçu comme un instrument des stratégies de surveillance et d'offensives cyber du Parti communiste chinois (PCC) [Campion, 2020], tandis que les Nouvelles Routes de la soie étendent l'influence chinoise sur les infrastructures mondiales, particulièrement dans les pays en développement. Dans ce contexte, les États-Unis et l'Australie renforcent leurs contrôles internes sur la pose des câbles, tout en développant des stratégies extérieures visant à influencer le déploiement de ces infrastructures dans des États tiers. L'aide au développement devient alors un outil d'influence privilégié pour orienter les choix technologiques des EIP, afin de protéger les intérêts économiques et sécuritaires des pays donateurs. En tant que puissance régionale, l'Australie joue un rôle moteur dans la « guerre froide fluide » entre les États-Unis et la Chine autour des technologies numériques [Segal, 2022]. Cette stratégie suppose aussi d'associer les entreprises, y compris un géant du numérique tel que Google, aux politiques régionales de développement et d'endiguement de la puissance technologique chinoise.

Les câbles sous-marins à l'épreuve de la menace technologique chinoise aux États-Unis et en Australie

Infrastructures essentielles à l'échange de données intercontinentales, les câbles sous-marins concentrent des enjeux de puissance économique, de souveraineté numérique et de sécurité qui ont conduit les États à davantage encadrer leur déploiement à partir des années 2010. Dans un contexte où les représentations du gouvernement australien et étasunien convergent autour de l'identification des équipementiers chinois comme des vecteurs d'ingérence et de menace au service du PCC, ils ont tous deux développé des dispositifs de contrôle sur les projets de câbles.

Herodote202_CC2021_PC.indd 98 11/09/2026 13:19:57

La Team Telecom étasunienne

Aux États-Unis, le contrôle de la pose des câbles sous-marins repose sur un dispositif administratif progressivement formalisé. Dans les années 2000 est créé le groupe de travail, d'abord informel, appelé Team Telecom. Depuis 2008, il étudie l'ensemble des demandes de licence déposées auprès de la Commission fédérale des communications (FCC) pour l'installation et l'exploitation de câbles sous-marins sur le territoire américain sous l'angle de la sécurité nationale. Ce mécanisme est officialisé en 2020, lorsqu'un décret exécutif crée le Committee for the Assessment of Foreign Participation in the United States Telecommunications Services Sector, après vingt ans de contribution informelle[3].

Dès 2013, sous l'administration Obama, la participation de Huawei Marine au projet de câble transatlantique Express, qui devait relier New York à Londres, conduit ainsi à son abandon. Face aux inquiétudes exprimées par l'administration quant à l'intégrité des données et à la sécurité des réseaux étasuniens, les opérateurs se sont retirés du consortium[4]. En 2020, le projet Pacific Light Cable Network (PLCN), co-porté par Google, Facebook et deux entreprises chinoises, Pacific Light Data et Dr. Peng Group, est rejeté par la FCC sur recommandation de la Team Telecom. La décision repose explicitement sur les liens de Pacific Light Data avec l'opérateur d'État China Unicom et sur la crainte que le câble ne contribue à faire de Hong Kong un carrefour dominant de connectivité en Asie-Pacifique, au bénéfice de la Chine. Google et Meta ont alors recalibré le projet, excluant les partenaires chinois, et modifié le tracé du câble qui atterrit finalement sur la côte ouest étasunienne, à Taïwan et aux Philippines, au détriment de Hong Kong[5]. À travers ces dispositifs, les États-Unis poursuivent non seulement un objectif sécuritaire, mais cherchent aussi à préserver leur centralité dans les réseaux internet mondiaux, afin de maintenir leur domination industrielle, technologique, économique et informationnelle, que la Chine menace [Farrell et Newman, 2019].

3. « Executive Order 13913. Establishing the Committee for the Assessment of Foreign Participation in the United States Telecommunications Services Sector », *Federal Register*, 8 avril 2020, <www.federalregister.gov/documents/2020/04/08/2020-07530/establishing-the-committee-for-the-assessment-of-foreign-participation-in-the-united-states>.

4. Chirgwin R., « USA sinks Atlantic cable plan over Huawei worries », *The Register*, 13 février 2013, <www.theregister.com/2013/02/13/paranoia_halts_transatlantic_cable/>.

5. « Team Telecom Recommends that the FCC Deny Pacific Light Cable Network System's Hong Kong Undersea Cable Connection to the United States », Washington D.C, United States Department of Justice, 17 juin 2020, <www.justice.gov/archives/opa/pr/team-telecom-recommends-fcc-deny-pacific-light-cable-network-system-s-hong-kong-undersea>.

Herodote202_CC2021_PC.indd 99 11/09/2026 13:19:57

Ce mécanisme de contrôle pèse ainsi sur les entreprises étatsuniennes elles-mêmes, y compris les géants du numérique, qui doivent composer avec les arbitrages de l'administration et se soumettre aux contraintes que sont notamment l'absence d'investisseurs chinois, l'absence d'infrastructure connectant directement les territoires chinois et étasunien, ou encore l'absence d'équipements chinois sur les câbles atterrissant aux États-Unis. Étant donné le nombre de câbles connectés aux États-Unis, ce contrôle influence largement la géographie des réseaux mondiaux et transpacifiques ainsi que la nature des acteurs qui les contrôlent.

En Australie : des pratiques similaires mais plus diplomatiques

L'insularité australienne donne aux câbles sous-marins une dimension stratégique particulière dans la mesure où le territoire en est quasi entièrement dépendant pour avoir accès à l'Internet [Starosielski, 2015]. La sécurisation des infrastructures numériques s'est ainsi imposée très tôt comme une priorité nationale. Dès la fin des années 1990, l'État met en place des zones de protection maritime afin de limiter les risques de rupture ou de dommages. Dans un premier temps la régulation repose sur une représentation essentiellement technique et accidentelle de la vulnérabilité, avant d'évoluer vers l'intégration des menaces politiques et malveillantes.

Après avoir exclu l'utilisation de Huawei sur des réseaux de câbles terrestres en 2011[6], le gouvernement renforce également le contrôle étatique sur le déploiement des câbles sous-marins connectant le territoire. La repolitisation des câbles sous-marins suit une temporalité et une trajectoire comparables à celle des États-Unis, mais selon des modalités diplomatiques plus prudentes vis-à-vis de la Chine. Elle se matérialise par un amendement au *Telecommunications Act* en 2014[7], qui introduit un critère de sécurité nationale dans la procédure d'octroi des permis de pose, instruite par l'Australian Communications and Media Authority (ACMA)[8]. Les porteurs de projets de câbles doivent désormais fournir des informations détaillées sur les propriétaires et actionnaires disposant d'un pouvoir de décision, mais

6. En 2011, le conseil d'administration du NBN (National Broadband Network, opérateur public de fibre optique) décide, après consultation des services de renseignement, d'exclure Huawei de ses appels d'offres pour des raisons de sécurité ; décision confirmée par le gouvernement en 2012.

7. Federal Register of Legislation, *Telecommunications Legislation Amendment (Submarine Cable Protection) Act 2014*, <www.legislation.gov.au/C2014A00033/latest/text>.

8. L'ACMA est l'autorité de régulation des télécommunications australiennes, l'équivalent de la FCC étasunienne.

Hérodote, n° 202, La Découverte, 3e trimestres 2026.

Herodote202_CC2021_PC.indd 100 11/09/2026 13:19:57

aussi sur la nature des équipements utilisés. Ces données sont ensuite examinées par l'administration et les services de renseignement à l'aune d'une définition large de la sécurité incluant les risques d'espionnage, de sabotage et d'ingérence étrangère. En 2017, une nouvelle réforme renforce les pouvoirs de l'administration, donnant au ministère de la Justice la capacité d'exiger la modification ou l'abandon d'un projet jugé contraire à la sécurité nationale[9].

Ces réformes institutionnalisent ainsi la capacité de l'État à écarter les fournisseurs et investisseurs jugés à risque. Si les textes et discours officiels restent neutres, par prudence diplomatique, l'objectif implicite est bien de disposer d'instruments permettant d'exclure les acteurs chinois des projets de câbles reliant l'Australie[10]. L'endiguement numérique de la Chine, entendu ici comme la politique visant à limiter la présence chinoise dans les infrastructures critiques de communication, n'est pas une simple importation de la doctrine américaine, mais une dynamique partagée, que l'Australie a très tôt traduite en politique concrète, à l'aune de ses propres anxiétés géopolitiques et intérêts nationaux.

La portée internationale de l'encadrement national des câbles sous-marins par les grandes puissances

Dans la mesure où les politiques de sécurité intérieure de l'Australie et des États-Unis portent sur des infrastructures sous-marines d'envergure transnationale, celles-ci ont des effets au-delà de leurs frontières. Pour les EIP, géographiquement proches des territoires australiens et américains (notamment de Guam et Hawaii), ces derniers sont des points de connexion privilégiés à la fois pour des raisons techniques et économiques. Les acteurs insulaires voient alors leurs choix technologiques déjà fortement contraints par les réglementations des puissances régionales. De plus, dans un contexte où l'équipementier chinois a tenté de se positionner sur le marché océanien, le gouvernement australien, puis ses partenaires ont renforcé leur contrôle sur le déploiement des câbles dans les EIP.

Le projet de câble Huawei Marine aux îles Salomon a ainsi cristallisé les tensions et entraîné une réorientation des politiques d'aide au développement numérique en Océanie. Après la signature d'un accord entre Huawei Marine et le gouvernement des îles Salomon pour connecter Honiara à Sydney, le gouvernement australien a

9. AGD, « Telecommunications and other legislation amendment bill 2016 », *Explanatory Memorandum*, <https://parlinfo.aph.gov.au/parlInfo/search/display/display.w3p;query=Id%3A%22legislation%2Fems%2Fs1051_ems_257c2e01-5768-4235-b4e4-90ac187ac7cd%22>.

10. Entretiens, Canberra, 2023-2024, DFAT, anonymes.

Herodote202_CC2021_PC.indd 101 11/09/2026 13:19:58

rapidement réagi pour mettre un terme au projet. En 2017, sous l'impulsion des agences de sécurité australiennes, le gouvernement de Malcolm Turnbull propose une contre-offre, financée par le ministère des Affaires étrangères (DFAT), au profit des îles Salomon et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Le nouveau projet prend le nom de Coral Sea Cable. Sa conception et sa mise en œuvre sont confiées à une entreprise australienne (Vocus), tandis que les équipements sont fournis par le constructeur français ASN, deux entreprises considérées comme alignées avec les exigences de sécurité australiennes.

Publiquement présenté comme une initiative d'aide au développement, ce projet de câble répond d'abord à un impératif de sécurité nationale. Il permet d'empêcher Huawei de fournir une infrastructure connectant le cœur des réseaux australiens, situés à Sydney, tout en affirmant le rôle de Canberra comme partenaire privilégié des EIP. Comme l'explique un enquêté[11], une interdiction explicite par les voies administratives aurait signifié un rejet ouvert d'une proposition chinoise, au prix d'un coût diplomatique jugé trop élevé. À l'inverse, passer par les canaux de l'aide publique permet de présenter le projet comme une infrastructure au service du développement régional, et non contre les intérêts chinois. Dès lors, l'Australie, notamment appuyée par les États-Unis et le Japon, utilise l'aide au développement comme un outil central de cyber diplomatie. Comme l'indiquait en 2024, Tim Watts, ministre adjoint des Affaires étrangères : « Notre travail sur les câbles sous-marins a commencé sérieusement avec notre investissement dans le câble Coral Sea […il] a été le précurseur de la création de l'AIFFP[12], qui a considérablement amélioré notre capacité à fournir des câbles et d'autres infrastructures critiques dans toute la région[13] ». La tentative de Huawei Marine a ainsi marqué un tournant en révélant, à l'Australie et ses partenaires, que les ambitions d'influence numérique de la Chine s'étendent désormais au Pacifique insulaire.

11. Entretien, visioconférence, 2023, ancien conseiller au ministère des Communications australien, anonyme.

12. L'Australian Infrastructure Financing Facility for the Pacific (AIFFP) est une agence du ministère des Affaires étrangères dédiée au financement d'infrastructures pour les États insulaires du Pacifique créée en 2019.

13. Watts T., « Telstra Pacific Islands Telecommunications Strategy Forum (PITA) keynote address », Assistant Minister for Foreign Affairs, 29 octobre 2024, <https://ministers.dfat.gov.au/minister/tim-watts/speech/telstra-pacific-islands-telecommunications-strategy-forum-pita-keynote-address>.

Hérodote, n° 202, La Découverte, 3e trimestre 2026.

Herodote202_CC2021_PC.indd 102 11/09/2026 13:19:58

L'aide au développement : instrument d'influence du déploiement des câbles sous-marins dans les États insulaires du Pacifique

Dans le Pacifique insulaire, développement et sécurité sont depuis longtemps les deux faces d'une même pièce et l'aide au développement des infrastructures numériques ne fait pas exception. Elle est mobilisée par les grandes puissances pour servir leurs intérêts économiques et stratégiques, et représente un objet et une manifestation de la compétition technologique avec la Chine jusqu'en Océanie.

Le retour de l'aide au développement d'infrastructures comme outil de compétition entre grandes puissances

Depuis les années 1990, les partenaires traditionnels des EIP avaient progressivement délaissé le financement des grandes infrastructures au profit de projets sociaux et de gouvernance, sous l'influence du Consensus de Washington. Ce désengagement a laissé un espace que la Chine a progressivement occupé, notamment à travers les Nouvelles Routes de la soie, en proposant des financements d'infrastructures attractifs aux États en développement [Power, 2019]. Menacés par une perte d'hégémonie au profit de la Chine, les gouvernements « occidentaux » ont alors été confrontés à une crise de légitimité qui les a conduits à réinvestir le champ infrastructurel dans les années 2010 afin de maintenir leur influence et leurs intérêts stratégiques [Petrikova, 2020]. Sans le formuler explicitement, ce retour vers l'infrastructure en matière de développement se veut alors construit en opposition au modèle chinois. En 2019, l'Australie, le Japon et les États-Unis ont par exemple lancé le Blue Dot Network, dispositif de certification des projets d'infrastructures « de qualité », selon la définition des partenaires. Ces mêmes gouvernements prolongent cette initiative en 2021 avec le Build Back Better World porté par le G7, visant à mobiliser des financements publics et privés sur quatre domaines prioritaires, dont les technologies numériques. Ces initiatives traduisent une volonté commune de réinvestir le financement des infrastructures comme levier d'influence, en imposant des standards technologiques alternatifs au modèle proposé par Pékin et qui excluent *de facto* les acteurs chinois.

Ce phénomène, d'ampleur mondiale, se manifeste également dans les EIP, où l'Australie et ses partenaires cherchent activement à concurrencer, voire à préempter, les propositions chinoises. Dans un premier temps, leur stratégie est réactive, avec pour objectif de bloquer les projets directement portés par des acteurs chinois en les supplantant grâce à des contre-offres, comme dans le cas

Herodote202_CC2021_PC.indd 103 11/09/2026 13:19:58

du câble Coral Sea. De plus, depuis les années 2000, le financement et la mise en œuvre des câbles étaient largement laissés à l'initiative des banques multilatérales de développement[14] dont les mécanismes d'appel d'offres, essentiellement fondés sur un critère de coût, avantagent les équipementiers chinois, souvent moins chers que leurs concurrents [Hernandez, 2017]. Face à ce constat, les bailleurs traditionnels reprennent directement la main sur certains projets afin de mieux contrôler les infrastructures déployées, comme dans le cas du projet East Micronesia Cable (EMC). Avec pour objectif de connecter Nauru, Kiribati et les États fédérés de Micronésie (EFM), il est initialement porté par la Banque mondiale. Or, après que HMN a répondu à l'appel d'offres, l'Australie, les États-Unis et le Japon décident en 2021 de reprendre le projet à leur compte et de le financer directement[15]. Sont ainsi installés des équipements « de confiance » australiens pour les stations d'atterrage (DXN) et japonais pour les câbles eux-mêmes (NEC). En parallèle, ces stratégies deviennent plus proactives. Plutôt que d'attendre que des acteurs chinois se positionnent, les partenaires traditionnels cherchent à identifier et à financer les besoins de connectivité des EIP en amont, afin de préempter les éventuelles propositions concurrentes. Dans cette perspective, l'Australie s'est montrée particulièrement motrice et s'est dotée de nouveaux outils institutionnels.

L'Australie, actrice centrale du financement d'infrastructures numériques en Océanie

En tant que première partenaire de sécurité et d'aide au développement régional[16], l'Australie occupe une place motrice dans l'orientation des politiques régionales. En effet, le Pacifique insulaire est perçu par l'Australie comme le prolongement stratégique immédiat de son territoire, sur lequel Canberra se doit d'exercer un contrôle [Moore, 2024]. Cette représentation, ancrée de longue date dans les politiques de défense australiennes [Carr, 2023], s'est progressivement étendue au cyberespace et aux infrastructures numériques qui le sous-tendent. Les câbles sous-marins, dont certains connectent directement plusieurs EIP à Sydney,

14. En Océanie, essentiellement la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement.

15. Moss S., « East Micronesia subsea cable scrapped as US says Chinese firms pose threat », Data Center Dynamics, 18 juin 2021, <www.datacenterdynamics.com/en/news/east-micronesia-subsea-cable-scrapped-as-us-says-chinese-firms-pose-threat/>.

16. Sur la période 2008-2023, l'Australie compte pour 38 % des flux d'aide dans les EIP, devant la Banque asiatique de développement (10 %) et la Chine (9 %). Voir Lowy Institute, « Pacific aid map », <https://pacificaidmap.lowyinstitute.org/>.

Hérodote, n° 202, La Découverte, 3e trimestre 2026.

Herodote202_CC2021_PC.indd 104 11/09/2026 13:19:58

matérialisent aujourd'hui une continuité numérique et territoriale dont la sécurité est jugée indissociable de la sécurité nationale australienne. Comme l'explique un diplomate australien, contribuer au renforcement de la cybersécurité des EIP contribue à renforcer celle de l'Australie elle-même[17]. Dans sa perspective, la cybersécurité passe notamment par le déploiement d'infrastructures numériques sûres, c'est-à-dire dépourvues d'équipements chinois. Cette représentation justifie alors le recours à l'aide au développement comme levier stratégique pour orienter les choix infrastructurels des EIP et en écarter les acteurs jugés à risque.

Comme évoqué, l'expérience du câble Coral Sea a constitué un tournant stratégique, en débouchant notamment sur la création de l'Australian Infrastructure Financing Facility for the Pacific (AIFFP) en 2019. Cette nouvelle agence du ministère des Affaires étrangères (DFAT) est spécifiquement dédiée au financement d'infrastructures à destination des EIP. Son objectif est de participer au développement économique et social des territoires insulaires, tout en faisant de la promotion des intérêts nationaux australiens sa priorité[18]. L'AIFFP représente un outil essentiel de la diplomatie numérique australienne dans le Pacifique. Initialement doté de 875 millions d'euros, le budget de l'agence est porté à 2,35 milliards en 2022-2023. À la fin de l'année 2025 et depuis sa création, l'AIFFP avait déboursé 830 millions d'euros, dont 15 % dédiés au financement de câbles sous-marins, quasi exclusivement sous forme de subventions. Bien que l'Australie soit fréquemment appuyée par ses partenaires, l'AIFFP a financé à elle seule plus de 70 % du coût total de l'aide au développement destinée aux câbles sous-marins et l'Australie est le seul État à avoir participé à l'ensemble des projets depuis 2020 (voir le tableau suivant concernant les contributions de l'AIFFP).

Les leviers d'influence sur les choix technologiques passent largement par les rouages administratifs de l'AIFFP. Selon un fonctionnaire, les accords de financement conclus entre l'agence et les bénéficiaires – qui demeurent opaques – conditionnent l'utilisation des fonds à l'absence de « fournisseurs à haut risque » parmi les équipementiers sélectionnés pour la mise en place de câbles. Le DFAT oriente ainsi les appels d'offres vers des équipementiers de confiance (Subcom, ASN, NEC), excluant de fait HMN Tech[19]. Le financement public conditionne ainsi les technologies déployées dans les EIP, façonnant durablement l'architecture et la géographie des réseaux régionaux au profit d'un cercle restreint d'entreprises alignées sur les intérêts australiens et de ses partenaires indo-pacifiques.

17. Entretien, Canberra, 2023, DFAT, anonyme.

18. « AIIFP design document », Canberra, AIFFP, DFAT, 2019, <www.aiffp.gov.au/documentation>.

19. Entretien, visioconférence, 2024, DFAT, anonyme.

Herodote202_CC2021_PC.indd 105 11/09/2026 13:19:58

TABLEAU 1. – MONTANTS INVESTIS PAR L'AIFFP
DANS LES PROJETS DE CÂBLES SOUS-MARINS, EN MILLIARDS D'EUROS

Projet	Bénéficiaire(s)	Bailleurs	Annonce du financement	Subvention australienne	Prêt australien	Financement total (autres partenaires compris)
Palau Cable	Palaos	Australie, É-U, Japon	2020	1,25	7,3	26,8
East Micronesia cable	Kiribati, Nauru, EFM	Australie, É-U, Japon	2021	38,4	/	71,4
Timor-Leste (TLSSC)	Timor-Leste	Australie	2024	4,2	/	4,2
Tonga (branche sur Hawaiki)	Tonga	Australie, N-Z	2024	17,4	/	28,6
Unités de branchement sur Hawaiki Nui	PNG, Îles Salomon	Australie	2024	21,4	/	21,4
Vaka (branche sur le câble Bulikula de Google)	Tuvalu	Australie, Japon, É-U, N-Z, Taïwan	2024	30,8	/	44,7
Adamasia (branche sur le câble Bulikula de Google)	Îles Salomon	Australie	2025	42,3	18,9	61,2
(Branche sur le câble Bulikula de Google)	PNG	Australie	Seulement annoncé par la PNG	N/A	N/A	N/A
			TOTAL	155,75	26,2	258,3

L'AIFFP a financé à elle seule 70,5 % des financements d'aide au développement dédiés aux câbles sous-marins.

Sources : AIFFP, AusDevPortal.
Réalisation : Sophie Hamel, 2026

Herodote202_CC2021_PC.indd 106 11/09/2026 13:19:58

Un front trilatéral : États-Unis et Japon comme soutiens d'une stratégie portée par l'Australie

Si l'Australie assume une part importante des financements, elle est aussi appuyée par l'engagement de ses alliés. En Indo-Pacifique, dont l'Océanie est une sous-région, l'Australie, le Japon et les États-Unis représentent le noyau central des stratégies de limitation de la puissance chinoise [Wilkins, 2024]. Ils coordonnent leurs orientations stratégiques notamment à travers le Dialogue quadrilatéral de sécurité (Quad), qui inclut des groupes de travail sur les enjeux numériques et infrastructurels, et dont les déclarations conjointes témoignent d'un intérêt grandissant pour les EIP depuis 2021. La création du Trilateral Infrastructure Partnership (TIP) en 2018, destiné à coordonner le financement d'infrastructures pour le développement en Indo-Pacifique, témoigne également de la volonté de ces partenaires d'agir de concert. À travers ce dernier, ils ont par exemple cofinancé un segment de câble pour les Palaos. En dehors de ces structures minilatérales, les trois gouvernements ont aussi financé l'EMC, ou encore un segment de câble à destination de Tuvalu, en collaboration avec la Nouvelle-Zélande et Taïwan.

Ces financements reposent également sur des stratégies nationales, aux États-Unis et au Japon, qui contribuent à la convergence des actions trilatérales. En complément des mécanismes nationaux de contrôle tels que la Team Telecom, le département d'État des États-Unis a par exemple développé un levier d'action international avec le programme Cables[20], lancé en 2021 dans la région Asie-Pacifique. Son objectif est d'« informer de manière responsable les acteurs des infrastructures essentielles de câbles et de télécommunications des dangers liés au choix de fournisseurs non fiable[21] ». Concrètement, il finance des programmes de renforcement des capacités et de soutien technique auprès d'acteurs institutionnels ou privés dans des pays tiers afin d'orienter leurs choix technologiques vers des fournisseurs jugés de confiance, comme dans le cas du câble Sea-Me-We 6, qui a permis d'écarter le fabricant HMN Tech au profit de l'américain Subcom[22]. La stratégie internationale de cybersécurité publiée en 2024 articule explicitement ce programme avec les instruments financiers de la Development Finance

20. Coordination for the Advancement of Broadband and Layered, Enhanced Security (Cables) program.

21. « United States International Cyberspace & Digital Policy Strategy », Washington D.C. : United States Department of State, 6 mai 2024, <https://2021-2025.state.gov/united-states-international-cyberspace-and-digital-policy-strategy/>.

22. Brock J., « U.S. and China wage war beneath the waves – over internet cables », Reuters, 28 mars 2023, <www.reuters.com/investigates/special-report/us-china-tech-cables/>.

Herodote202_CC2021_PC.indd 107 11/09/2026 13:19:58

Corporation (DFC) et de l'U.S. Trade and Development Agency (USTDA), afin de soutenir des projets de câbles « sûrs » en coordination avec l'Australie et le Japon[23]. Depuis le Pacific Pledge[24] (2019) sous la première administration Trump, puis dans la Pacific Partnership Strategy (2022) de Biden et la réaffirmation de l'engagement étasunien dans les EIP sous le second mandat de Trump[25], les câbles sous-marins sont identifiés comme une des priorités de l'action extérieure dans le Pacifique insulaire. Combinant influence diplomatique, technique et financement direct, la stratégie des États-Unis fait écho à et soutient celle de l'Australie. De son côté, le Japon contribue également au financement de câbles régionaux, particulièrement en Micronésie, où il conserve des intérêts hérités de la période coloniale. Dans le cadre de sa stratégie Free and Open Indo-Pacific (FOIP), il fait du financement de câbles « sûrs et fiables » à destination des pays en développement, y compris en Océanie, l'un des instruments de son action extérieure[26]. Pour autant, les montants engagés par Washington et Tokyo dans les câbles des EIP restent modestes comparés aux investissements australiens. Ils jouent davantage le rôle de soutien diplomatique, de garant stratégique et d'acteur influent auprès des entreprises de télécommunication que de bailleurs principaux ou de maîtres d'œuvre des projets de développement.

L'effet des stratégies de ces trois administrations, convergentes et s'articulant à plusieurs échelles, est aujourd'hui bien visible en Océanie. HMN Tech (anciennement Huawei Marine) est en effet absent de l'ensemble des projets de câbles dans les EIP[27], tandis que les équipementiers « de confiance », c'est-à-dire ASN, NEC et Subcom, se partagent les différents marchés, illustrant une forme de fragmentation technologique régionalisée. Le rapport annuel 2025 de l'U.S.-China Economic and Security Review Commission qualifie ainsi à juste titre cette dynamique de « succès concerté ». Il tend toutefois à sous-estimer le rôle moteur de l'Australie, qui supporte l'essentiel des coûts, ainsi que les apports plus ciblés du Japon et de la Nouvelle-Zélande. Il néglige aussi l'importance de l'articulation entre États

23. « United States International Cyberspace & Digital Policy Strategy » (2024), *op. cit.*

24. « U.S. Engagement in the Pacific Islands: UN General Assembly Update », Fact Sheet, U.S. Department of State, 3 octobre 2019, <https://2017-2021.state.gov/u-s-engagement-in-the-pacific-islands-un-general-assembly-update/>.

25. « Reinvigorating the U.S.-Pacific Islands Partnership: U.S.-Pacific Islands Forum (PIF) Roundtable », Fact Sheet, U.S. Department of State, 16 septembre 2025, <www.state.gov/releases/office-of-the-spokesperson/2025/09/reinvigorating-the-u-s-pacific-islands-partnership-u-s-pacific-islands-forum-pif-roundtable-in-port-moresby-papua-new-guinea/>.

26. « New Plan for a "Free and Open Indo-Pacific (FOIP)" », Tokyo: Ministry of Foreign Affairs of Japan, 2023, <www.mofa.go.jp/files/100646913.pdf>.

27. À l'exception d'un câble sous-marin domestique connectant les côtes de Papouasie-Nouvelle-Guinée mis en service en 2019 (Kumul Cable).

Herodote202_CC2021_PC.indd 108 11/09/2026 13:19:58

et entreprises, pourtant décisive dans la mise en œuvre des politiques d'aide au développement dans les EIP.

Influence et cooptation des projets privés dans les stratégies d'aide au développement : le cas de Google

Dès la première stratégie d'engagement numérique international australienne de 2017, le gouvernement considère que les entreprises doivent mettre à contribution leurs compétences au profit des politiques étatiques[28]. Dès le départ, l'Australie et ses partenaires s'appuient ainsi fréquemment sur les projets d'opérateurs privés pour y greffer des segments dédiés au développement. En cherchant à maîtriser davantage l'architecture de leurs infrastructures et la circulation de leurs données, les géants du numérique (*hyperscalers*) redessinent la géographie des routes de câbles, ouvrant de nouvelles voies de passage dans des zones parfois peu desservies. Lorsque Google annonce la création de nouveaux câbles dans le Pacifique central et méridional à partir de 2023, ceux-ci sont rapidement identifiés comme des opportunités par l'Australie et les États-Unis. Ils permettent de prolonger leurs stratégies de sécurisation par l'aide au développement dans les EIP en complétant et instrumentalisant les projets privés au service de leurs intérêts.

La diversification des routes de câbles de Google : des opportunités pour les EIP

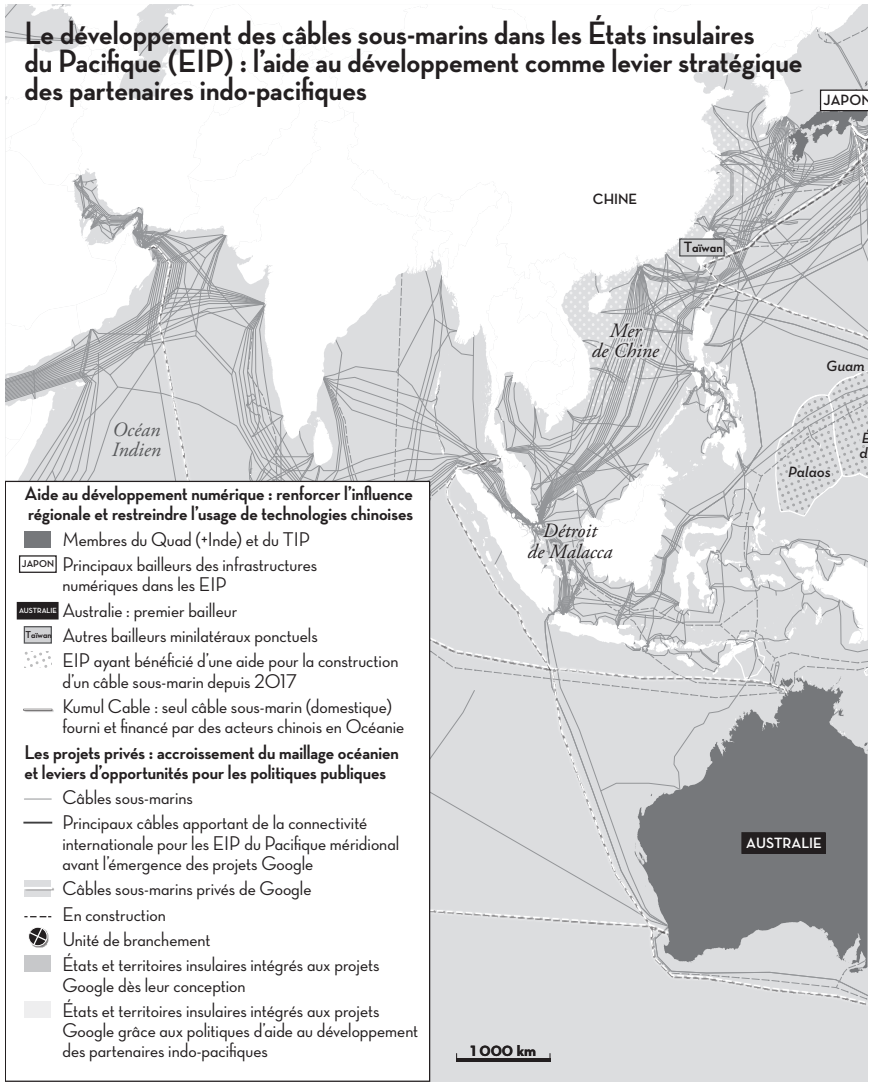
Le développement de câbles privés par Google répond d'abord à une logique commerciale et technique, fondée sur la recherche d'efficacité et de résilience de ses réseaux et services grâce à la maîtrise directe de ses infrastructures. Cette ambition conduit l'entreprise à diversifier les routes de câbles habituellement empruntées, en évitant les zones de tension géopolitique, particulièrement la mer de Chine méridionale, ainsi que les détroits congestionnés et les itinéraires exposés à de fortes contraintes réglementaires (lois de cabotage, permis de pose de câbles exigeants…). Derrière la rhétorique de la « diversification »[29] des routes de câbles, il faut ainsi lire une logique d'exclusion de certains territoires au profit

28. « Australia's International Cyber Engagement Strategy 2017 », Canberra : Commonwealth of Australia, DFAT, 2017, <www.internationalcybertech.gov.au/sites/default/files/2020-11/The%20Strategy.pdf>.

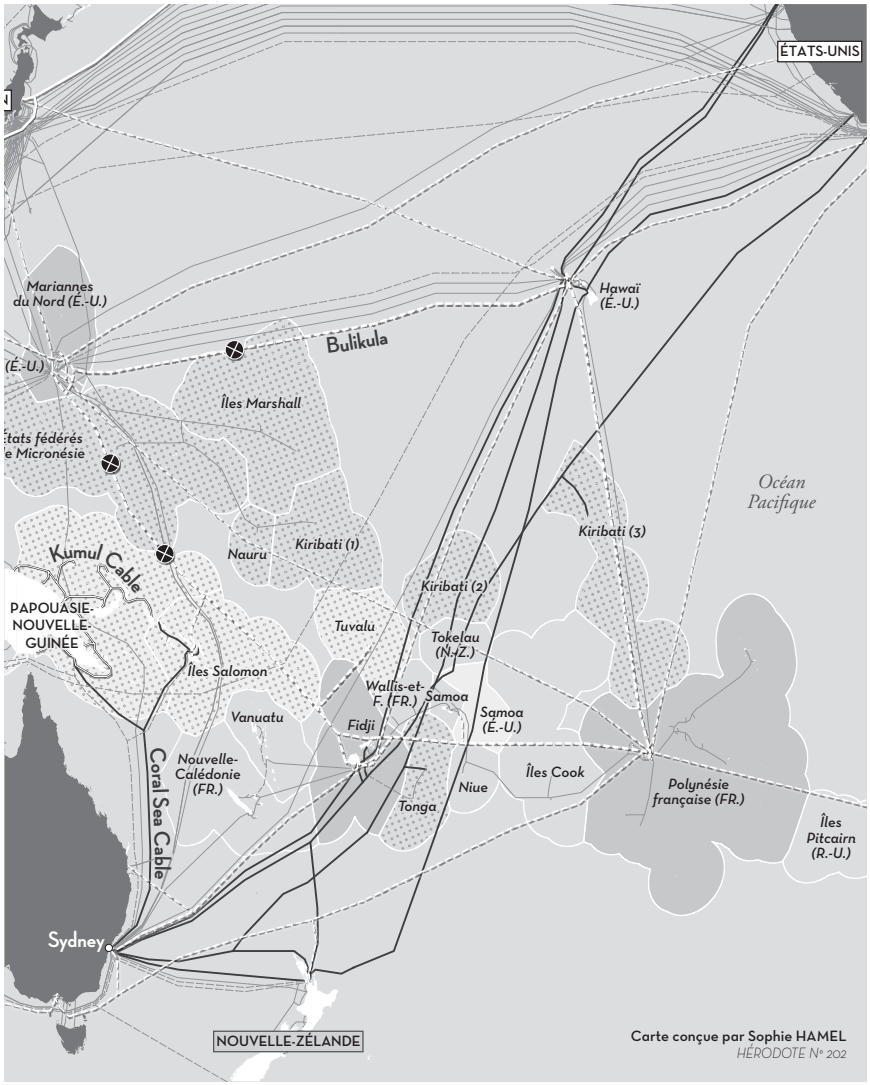
29. Entretien, 2025, Google, anonyme.

Herodote202_CC2021_PC.indd 109 11/09/2026 13:19:58

CARTE 1. – LE DÉVELOPPEMENT DES CÂBLES SOUS-MARINS DANS LES ÉTATS INSULAIRES DU PACIFIQUE (EIP) : L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT COMME LEVIER STRATÉGIQUE DES PARTENAIRES INDO-PACIFIQUES



Herodote202_CC2021_PC.indd 110 11/09/2026 13:20:02



Herodote202_CC2021_PC.indd 111 11/09/2026 13:20:06

d'un *friendshoring* (localisation vers des pays amis) [Bashfield et Starting, 2026], où les connexions vers des territoires considérés comme stables et politiquement compatibles avec les intérêts étasuniens sont favorisées. L'Australie occupe dans ce cadre une place privilégiée, à la fois marché numérique mature, espace réglementaire favorable et point d'appui géographique idéal pour contourner les routes vulnérables ou risquées[30]. Entre 2023 et 2025, Google a ainsi annoncé onze câbles transpacifiques, dont cinq atterrissent directement en Australie, territoire dès lors structurant de ses réseaux méridionaux (voir carte ci-contre).

La stratégie de maillage de Google intègre également des territoires insulaires intermédiaires, notamment du fait des très longues distances transpacifiques. Les Fidji et la Polynésie française sont ainsi inclus dès le départ dans les projets de l'entreprise, non comme marchés cibles, mais comme points d'appui techniques. Ces territoires permettent d'assurer la fiabilité de l'alimentation électrique mais aussi d'améliorer, en tant que nœud d'aiguillage, la résilience et la flexibilité de la circulation des données[31]. Aux côtés de Hawaï et Guam, ces îles ont alors un rôle important dans l'architecture des dorsales transpacifiques de Google, et c'est précisément cette nouvelle géographie qui a créé les conditions favorables à leur intégration dans les politiques de développement.

L'intégration des projets Google dans les politiques d'aide au développement

Étant donné que les nouvelles dorsales de Google passent à proximité de nombreux EIP, les gouvernements australien et étasunien y ont perçu un levier stratégique à saisir. Ils ont alors sollicité l'entreprise pour y ajouter des branches vers des territoires insulaires initialement absents des projets. La négociation n'a pas été sans frictions, Google s'est montré réticent, rappelant que ces extensions supposaient des surcoûts, des contraintes techniques et des délais supplémentaires. Toutefois les pressions politiques, les financements publics et l'entretien d'une image de marque agissant pour le développement ont contribué à l'intégration effective de plusieurs branches[32] – dans lesquelles Google a tout de même refusé d'investir directement.

Les projets qui en résultent reposent sur un modèle homogène au sein duquel Google détient et opère les dorsales, les partenaires de développement financent

30. Entretien, 2024, Google, anonyme.
31. *Ibid*.
32. Entretiens anonymes, 2024 : Google ; DFAT.

Hérodote, n° 202, La Découverte, 3e trimestres 2026.

Herodote202_CC2021_PC.indd 112 11/09/2026 13:20:06

les branches additionnelles, et les opérateurs insulaires locaux en assurent l'exploitation. Une seule dorsale (Bulikula) concentre l'ensemble de ces extensions, afin de limiter les contraintes pour Google. Dernier EIP sans connexion internationale, Tuvalu a été le premier bénéficiaire avec la branche Vaka, financée à plus de 65 % par l'AIFFP[33]. Les îles Salomon bénéficieront du câble Adamasia, entièrement financé par l'AIFFP[34]. Dans le cadre du traité de défense mutuelle Australie-Papouasie (*Pukpuk Treaty*) signé en septembre 2025, la Papouasie-Nouvelle-Guinée bénéficiera d'une aide entièrement financée par l'Australie pour la construction d'au moins un câble sous-marin reliant le pays à une dorsale Google[35]. Les Samoa américaines ont, quant à elles, signé en janvier 2026 un accord pour le câble Le Vasa, financé par des fonds fédéraux étasuniens[36]. Enfin, des unités de branchement ont également été annoncées lors de la conférence Pacific Telecommunication Council (2025) pour les États fédérés de Micronésie, Kiribati et les îles Marshall, mais leur modalité de financement reste encore inconnue.

En contribuant à mailler l'Océanie, Google participe indirectement au succès des stratégies d'endiguement des technologies chinoises des partenaires indo-pacifiques. Les besoins de connectivité des EIP sont en effet désormais largement couverts et l'espace disponible pour des propositions chinoises s'en trouve extrêmement réduit. L'étude de ces projets montre la manière dont les intérêts commerciaux privés et les objectifs stratégiques gouvernementaux sont négociés, et convergent en partie, pour créer une architecture infrastructurelle technologiquement et spatialement alignée sur les intérêts d'un petit groupe d'acteurs étatiques partageant des intérêts communs dans la lutte contre la montée en puissance technologique chinoise et dans la préservation de leur hégémonie dans le Pacifique océanien.

33. « Tuvalu Vaka cable », AIFFP, <www.aiffp.gov.au/investments/investment-list/tuvalu-vaka-cable>.

34. « Australia announces a second international submarine telecommunications cable to provide critical digital resilience to Solomon Islands », AIFFP, 19 novembre 2025, <www.aiffp.gov.au/news/australia-announces-second-international-submarine-telecommunications-cable-provide-critical-digital-resilience-solomon-islands>.

35. Kia L., « PNG Announces USD $120 Million Pukpuk Connectivity Initiative », PNG Department of Information and Communications Technology, 12 décembre 2025, <www.ict.gov.pg/png-announces-usd-120-million-pukpuk-connectivity-initiative/>.

36. Qiu W., « American Samoa Joins Google's Pacific Connect Initiative to Build Le Vasa Cable », Submarine Networks, 23 janvier 2026, <www.submarinenetworks.com/en/systems/trans-pacific/bulikula/american-samoa-joins-google-s-pacific-connect-initiative-to-build-le-vasa-cable>.

Herodote202_CC2021_PC.indd 113 11/09/2026 13:20:06

Conclusion

Alors que les États accordaient moins d'attention aux câbles sous-marins depuis la fin de la Guerre froide, ces infrastructures font l'objet, au XXIe siècle, d'une forte repolitisation au prisme d'enjeux de sécurité militaire, civile et économique. Ils sont tout à la fois objets et outils des rivalités technologiques, aujourd'hui polarisées entre des acteurs qualifiés d'autoritaires, comme la Chine, et des démocraties libérales. Cette rivalité se manifeste à la fois par des courses à l'innovation, des dispositifs de protection des infrastructures nationales et des politiques étrangères destinées à orienter les trajectoires technologiques des pays en développement, dans le but d'y diffuser un certain modèle du cyberespace et de soutenir les intérêts de l'industrie numérique des bailleurs. En Océanie, l'Australie, qui finance la majorité des projets de développement de câbles pour les EIP, s'impose comme un maillon décisif de la compétition technologique sino-américaine. Dans ce contexte, les entreprises privées, qui détiennent et opèrent l'immense majorité des câbles sous-marins, occupent une place centrale dans les stratégies étatiques et sont de plus en plus cooptées dans les dispositifs d'aide au développement, à la croisée d'enjeux économiques et de sécurité. L'Océanie apparaît ainsi comme un théâtre majeur de la compétition technologique contemporaine, où l'aide au développement constitue l'outil principal des stratégies d'influence et de sécurité des partenaires traditionnels. L'ensemble de ces évolutions conduit ainsi à une situation d'enfermement technologique pour les EIP, du moins en ce qui concerne les infrastructures internationales.

Bibliographie

BASHFIELD S. et STRATING R. (2026), « "Friendshoring" the seabed: Securing submarine cables through network centrality », *European Journal of International Security*, p. 1-22.

CAMPION A. S. (2020), « From CNOOC to Huawei: securitization, the China threat, and critical infrastructure », *Asian Journal of Political Science*, vol. 28, nº 1.

CARR A. (2023), « Australia's Archipelagic Deterrence », *Survival*, vol. 65, nº 4.

FARRELL H. et NEWMAN A. L. (2019), « Weaponized Interdependence: How Global Economic Networks Shape State Coercion », *International Security*, vol. 44, nº 1.

HAMEL S. (2024), « Infrastructures Internet en Océanie : Perspectives des États insulaires face à la compétition technologique entre puissances indo-pacifiques », *Revue Défense nationale. L'Océanie, un théâtre sécuritaire en Indo-Pacifique ?*, nº 872.

HERNANDEZ D. (2017), « Are "New" Donors Challenging World Bank Conditionality? », *World Development*, nº 96.

Herodote202_CC2021_PC.indd 114 11/09/2026 13:20:06

McGeachy H. (2022), « The changing strategic significance of submarine cables: old technology, new concerns », *Australian Journal of International Affairs*, vol. 76, nº 2, p. 161-177.
Moore L. (2024), « A dysfunctional family: Australia's relationship with Pacific Island states and climate change », *Australian Journal of International Affairs*, vol. 78, nº 3.
Morel C. (2020), « L'État et le réseau mondial de câbles sous-marins de communication », thèse, Jean Moulin Lyon 3.
Petrikova I. (2020), « Donors and the Peace-Security-Development Nexus », *in* Hampson F. O., Özerdem A. et Kent J. (dir.), *Routledge Handbook of Peace, Security, and Development*, Londres/New York, Routledge.
Power M. (2019), *Geopolitics and Development*, Londres, Routledge.
Segal A. (2022), « Une guerre froide fluide : les États-Unis, la Chine et la concurrence autour de la technologie numérique », *Hérodote*, vol. 184-185, nº 1-2.
Smith G. et Wesley-Smith T. (dir.) (2021), *The China Alternative: Changing Regional Order in the Pacific Islands*, Canberra, ANU Press.
Starosielski N. (2015), *The Undersea Network, Sign, Storage, Transmission,* Durham, NC, Duke University Press.
Wilkins T. (2024), « U.S.-Japan-Australia Trilateralism: The Inner Core of Regional Order Building and Deterrence in the Indo-Pacific », *Asia Policy*, vol. 19, nº 2.

Herodote202_CC2021_PC.indd 115 11/09/2026 13:20:06